



HAL
open science

Buycott et boycott : écocitoyenneté, libéralisme et cultures politiques en Europe

Jean-Paul Bozonnet

► **To cite this version:**

Jean-Paul Bozonnet. Buycott et boycott : écocitoyenneté, libéralisme et cultures politiques en Europe. 2012. halshs-00733832

HAL Id: halshs-00733832

<https://shs.hal.science/halshs-00733832>

Preprint submitted on 19 Sep 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Buycott et boycott en Europe

Écocitoyenneté, libéralisme et cultures politiques nationales

Jean-Paul Bozonnet

PACTE – CNRS, IEP Grenoble, 2010

Mail : jeanpaul.bozonnet@sciencespo-grenoble.fr

<http://sites.google.com/site/bozonnet>

Boston, 1764. Les *Fils de la Liberté* lancent une campagne de refus d'achat du thé anglais destiné aux treize colonies qui formeront quelques années plus tard les USA. Même s'il n'en porte pas encore le nom, c'est peut-être le premier boycott de l'histoire, avant le blocus qui entraîna la ruine du célèbre Charles Cunningham Boycott dans l'Irlande du XIX^{ème} siècle. La pratique s'est perpétuée de loin en loin dans le monde anglo-saxon : boycott du sucre importé des Antilles esclavagistes en Grande-Bretagne au XIX^{ème} siècle, du sel avec Gandhi en Inde dans les années 1930, des bus à Montgomery avec Martin Luther King en 1955. Mais c'est durant les années 70 que le boycott s'est étendu aux autres pays et s'est banalisé avec notamment la campagne internationale lancée contre Nestlé aux États-Unis et en Europe. Au boycott s'ajoute son envers positif le *buycott* (Friedman, 1996), dont on trouve des exemples historiques aux États-Unis également dès la fin du XIX^{ème} siècle avec les ligues sociales d'acheteurs (François-Lecompte, 2005), qui exigeaient des produits fabriqués dans le respect des droits des travailleurs. Mais là aussi, c'est durant les années 70 que ces organisations se multiplient, puis en 1994 qu'elles se fédèrent au sein d'organismes internationaux, et créent des labels partout en Europe, rassemblés sous le terme de commerce équitable, le plus souvent liés à la défense de l'environnement. Après avoir procédé à une définition plus détaillée et précisé méthode et terrain d'enquête, nous démontrerons dans une première partie, que boycott et buycott sont une forme de participation politique propre au répertoire de la postmodernisation. Dans la seconde partie, nous tenterons de prouver qu'ils s'enracinent dans un substratum de culture libérale, héritage à la fois du protestantisme et des luttes politiques internes à chaque pays européen.

Les facettes de la consommation engagée sont nombreuses. Le commerce équitable est le premier type de buycott qui vient à l'esprit et certainement aujourd'hui un des plus courants ; la motivation réside ici dans la solidarité avec les pays du Sud en garantissant un juste prix et des conditions de travail décentes. Les mêmes motivations peuvent produire des boycotts tel que celui célèbre de la marque Nike accusée d'exploiter de la main-d'œuvre de façon scandaleuse, notamment avec le travail des enfants. Mais boycott ou buycott peuvent aussi viser les entreprises en Europe même, tels le boycott de Renault en Belgique, de Danone ou Michelin en France au motif qu'ils avaient licencié tout en engrangeant des bénéfices, ou le buycott de produits agricoles locaux dans les grandes villes afin de favoriser les petits producteurs de proximité. Au passage, on notera que ces derniers revendiquent aussi fréquemment l'étiquette environnementale : aux raisons sociales se joignent donc souvent les raisons écologiques. Celles-ci sont aujourd'hui parmi les plus répandues, avec l'augmentation considérable des achats de produits biologiques ; quant aux boycotts pour cause environnementale, il suffit de rappeler celui célèbre de la Shell en 1995 en Allemagne et en

Angleterre, contre la compagnie qui voulait couler une plate-forme en mer du Nord, ou celui permanent des fourrures animales. Ces pratiques peuvent être parfois motivées par des raisons politiques, tel le boycott des produits américains ou israéliens aujourd'hui. Mais une grande partie d'entre elles sont liées à des motivations strictement nationales, comme le montrent les enquêtes dans lesquelles les consommateurs déclarent choisir de préférence des produits de leur pays (Bigot, 2003). Les raisons enfin peuvent être morales, par exemple avec le boycott de marques qui mettent en scène des femmes dénudées dans leur publicité, ou religieuses avec le boycott des divers colas alternatifs musulmans.

Il n'est pas aisé de choisir une dénomination parmi le très grand nombre d'appellations plus ou moins bien étayées qu'offre la littérature sur le sujet : consommation éthique, engagée, socialement consciente, ou concernée, ou responsable,... Pourtant deux motivations sont de loin les plus répandues aujourd'hui et le plus souvent retenues par le sens commun, celles à l'origine du commerce équitable et celles pour la protection de l'environnement. Nous opterons donc pour le terme de *consommation écocitoyenne*, sachant que ce terme ne recouvre pas toujours des pratiques « politiquement correctes », mais parfois beaucoup plus contestables, ou même scandaleuses comme le boycott des magasins juifs en Allemagne et en France dans les années 30. Cette hétérogénéité des motivations pose la question de la cohérence de ce concept. Nous le définirons comme un acte de consommation, soit positif, le boycott, soit négatif, le boycott, avec une finalité autre qu'exclusivement économique, liée à un bien collectif. En somme la dimension commune à ces pratiques est la prise de distance vis-à-vis des motivations économiques du marché, ce qui ne signifie pas rejeter celui-ci, mais l'utiliser à des fins autres.

Nous nous proposons de répondre à ces interrogations en exploitant les résultats de l'enquête *European Social Survey* (ESS), réalisée en 2002 dans 21 pays européens¹ selon une méthode aléatoire. La consommation écocitoyenne sera mesurée à partir des deux indicateurs suivants : « *Il existe différents moyens pour essayer d'améliorer les choses en [pays européen] ou pour empêcher que les choses n'aillent mal. Au cours des 12 derniers mois, avez-vous :*

- **acheté** volontairement certains produits pour des raisons politiques, morales ou de protection de l'environnement ? *Oui-Non.*

- **boycotté** certains produits pour des raisons politiques, morales ou de protection de l'environnement ? *Oui-Non.* »

Le questionnaire abordait nombre d'autres thèmes sur les engagements politiques, religieux et idéologiques des Européens, sur leurs valeurs en général, avec un échantillon d'au moins 1000 individus dans chaque pays, soit environ 40000 en tout². Les chiffres cités ici ont tous un seuil de signification inférieur à 0,05, la pondération utilisée est la variable *pdweight* et les calculs ont été effectués par l'auteur. Les données statistiques utilisées sont donc extrêmement globales, et comme toutes les moyennes, elles écrasent les différences locales, mais elles ont l'avantage de mettre l'accent sur les grandes variables de base qui structurent ces pratiques de consommation. Enfin il s'agit de pratiques déclaratives, ce qui incite à la prudence pour apprécier ces données en valeur absolue, mais n'enlève rien à leur intérêt pour en comprendre les logiques d'action.

¹ Voir la liste dans le graphique 1.

² Pour plus de détails sur le questionnaire et l'échantillon, voir <http://www.europeansocialsurvey.org>.

1. Un répertoire de la postmodernisation

Dans les 21 pays enquêtés, 24,3% des Européens ont acheté des produits pour des raisons politiques, morales ou environnementales, et 17,4% en ont boycotté pour les mêmes raisons. Ces chiffres font de l'écocitoyenneté une pratique de masse ; nous nous proposons ici de montrer qu'elle s'inscrit dans un répertoire plus large d'action politique, et que celui-ci est propre aux classes moyennes tertiaires.

Des formes de participation politique

Buycott et boycott sont davantage pratiqués par les enquêtés de gauche : 32% et 25% au lieu 23% et 16% à droite. Malgré cet écart, la part de la droite reste importante pour ces pratiques, et concerne probablement celles dont la motivation est nationaliste. Mais surtout, elles sont indissociablement liées à la politique : 69% des acheteurs et autant de boycotteurs se déclarent assez ou très intéressés par elle. Cette corrélation est vérifiée dans tous les pays européens et totalement indépendante des autres variables : comme le montre le tableau 2, le buycott est 4,7 fois plus fréquent chez les citoyens très intéressés par la politique et le boycott 3,8 fois. Ainsi ces actions apparaissent comme foncièrement hybrides, motivées par plusieurs finalités, à la fois marchandes et politiques.

Sans doute ce lien organique peut paraître tautologique puisque la formulation de la question incluait le terme « politique ». Mais il est frappant de constater que la proportion de Français déclarant avoir déjà pratiqué le boycott dans l'enquête ESS est assez proche de celle de l'enquête du CREDOC, soit 24% et 27% durant la même année (Bigot, 2005, p. 7). Or dans le cas du CREDOC, la question indiquait des « raisons citoyennes ». Ceci conduit à penser que les qualifications de « citoyennes » ou « politiques ou environnementales », sont suffisamment floues pour se recouper largement dans les motivations des enquêtés, et que, malgré les différentes dénominations, le résultat aboutit à un pourcentage déclaratif comparable d'actions de boycott.

Par ailleurs, boycott et buycott sont fortement corrélés avec la signature de pétition : 57% et 51% respectivement de ces pratiquants en ont signé au cours de l'année écoulée. Bien plus, le tableau 2 montre que les pétitionnaires ont au moins 3 fois plus de chances de pratiquer aussi boycott ou buycott ; la régression logistique témoigne ici de cette corrélation est indépendante des autres variables et notamment de l'intérêt pour la politique. C'est ici la preuve d'une caractéristique inhérente au processus de consommation écocitoyenne : quelles que soient leurs caractéristiques sociodémographiques, ce sont tendanciellement les mêmes personnes qui s'adonnent aux trois pratiques. Ceci indique sans doute qu'elles constituent une panoplie familière aux mêmes catégories sociales, ou, en d'autres termes s'inscrivent dans leur répertoire d'action commun (Tilly, 1984).

Ces trois pratiques, certes anciennes, se sont massivement répandues durant les années 70 dans le sillage des nouveaux mouvements sociaux, et sont habituellement définies par les politistes comme des formes de participation politique non-conventionnelles (Meyer, Perrineau, p. 112) : contrairement aux formes dites conventionnelles telles que le vote, elles ne sont pas créées spécifiquement à cette fin dans le cadre légal des institutions politiques et sont réservées à une part minoritaire de la population. Et de fait, dans l'enquête ESS, les pourcentages de la participation électorale aux dernières élections se montent à 80% des inscrits en moyenne européenne, c'est-à-dire très loin devant les pourcentages des trois pratiques citées ici. Pour autant ce ne sont pas des pratiques alternatives qui se substitueraient

à la participation conventionnelle, puisque les citoyens qui les mettent en œuvre votent au moins autant sinon plus que les autres. En somme, les catégories qui les possèdent à leur répertoire, disposent d'une panoplie d'actions possibles beaucoup plus riche que les autres.

Vote aux dernières élections législatives	80%
Au cours des 12 derniers mois,...	
...Signé une pétition	26%
...Acheté des produits pour des raisons politiques, morales ou environnementales	24%
...Boycotté des produits pour des raisons politiques, morales ou environnementales	17%
... Milité au sein d'une organisation ou association	14%
...Pris part à une manifestation autorisée	9%
... Porté un badge ou affiché un autocollant pour faire campagne pour une cause	8%
... Fit un don d'argent à une organisation politique ou à un groupe politique	7%
...Participé à des actions de protestations illégales	1%

Tableau 1 – Boycott et buycott dans la hiérarchie de la participation politique non-conventionnelle en Europe

De même qu'il existe une pyramide de la participation conventionnelle qui va de l'inscription électorale à l'adhésion à un parti politique (Meyer, Perrineau, p. 18), l'enquête ESS montre que boycott et buycott s'inscrivent dans une hiérarchie d'actions plus ou moins engagées ou protestataires. Elles vont des moins coûteuses et des plus répandues comme la pétition que déclarent 26% des Européens, aux plus lourdes et donc plus rares comme le don d'argent à une organisation politique, déclaré par seulement 7% des Européens, en passant par la manifestation autorisée déclarée par 9% d'entre eux. Et d'ailleurs, si l'on prend au sérieux cette hiérarchie, le boycott apparaît comme nettement plus engagé que l'achat écocitoyen puisque globalement il est revendiqué par seulement 17% des Européens au lieu de 24%.

Boycott et buycott se présentent donc au sein d'un répertoire de participation politique non-conventionnel, mais ils y figurent comme des pratiques plutôt pacifiques et relativement peu engagées. Le boycott se révèle assez proche de la « défection » (Hirschman, 1995), conduite peu coûteuse qui expliquerait la difficulté à mobiliser les consommateurs par la « prise de parole » dans des organisations spécifiques. Mais les deux pratiques peuvent aussi être analysées comme des conduites à faible coût, et donc fortement influencées par les valeurs politiques, morales ou environnementales (Diekmann & Preisendörfer, 2003). En tout cas c'est dans ce système de pratiques non-conventionnelles qu'elles acquièrent leur signification sociale, avec une différence marquée de celles explicitement prévues par l'institution politique. Même si le boycott apparaît comme davantage protestataire, toutes deux demeurent bien en deçà des formes de participation illégales ou violentes, dont l'enquête ESS montre qu'elles n'appartiennent pas au même répertoire, ni aux mêmes catégories sociales : par exemple la participation à des actions de protestation illégales n'a été déclarée que par 1% des Européens en moyenne, et par des citoyens qui participent beaucoup moins aux actes conventionnels tels que le vote.

Quelques fausses pistes explicatives

Comment expliquer ces formes de participation politique ? Un rapide balayage de quelques résultats de l'enquête ESS, va montrer à la fois des inégalités de répartition assez classiques, mais aussi le faible pouvoir explicatif de celles-ci.

Tout d'abord, il existe des différences selon les sexes, quasi inexistantes pour le boycott, mais significatives pour le buycott puisque les femmes ont une fois et demi plus de chances de le pratiquer que les hommes (tableau 2). Ce rapport d'*odds ratio* valable seulement pour le buycott est suffisamment faible pour être expliqué pour l'essentiel par le fait que ce sont plus souvent les femmes qui achètent des produits plutôt que les hommes.

Par ailleurs, le tableau 2 montre que ce sont indéniablement des pratiques de foyers européens aisés : 12% de buycott dans le premier quartile, donc chez les plus pauvres au lieu de 43% dans le dernier quartile, chez les plus riches et la différence est du même ordre pour le boycott qui passe de 8% à 29%. Toutefois la régression logistique réduit pratiquement à néant les différences de boycott liées au revenu, et ne laisse plus apparaître qu'un écart assez faible de 1 à 1,5 pour l'achat, sans doute dû à l'effet des surcoûts des produits biologiques et équitables auprès des moins aisés. Ceci prouve indéniablement que si ce sont bien les riches qui s'adonnent le plus à ces pratiques, ce n'est pas la richesse qui en est la cause. Et ce résultat a une forte signification sociologique puisqu'il infirme les explications par l'accoutumance et le désenchantement (Scitovsky, cité par Nicolas Herpin, 2001) qui gagneraient les individus aisés habitués depuis trop longtemps à consommer, ainsi que la 1^{ère} hypothèse de Ronald Inglehart inspirée de Maslow (2008) et qui ferait dépendre les pratiques postmatérialistes de la saturation des besoins primaires engendrée par la richesse et le haut niveau de vie.

Les données ESS démentent aussi les lieux communs réitérés sur le fait que boycott ou buycott seraient davantage des pratiques jeunes. Au contraire, le tableau 2 montre très clairement, que, toutes choses égales par ailleurs, les moins de 30 ans sont aussi les moins engagés dans ces pratiques, et que celles-ci sont ensuite étales tout au long de la vie. Si effet d'âge il y a, il engendre des pratiques de la maturité. Cela ne va pas sans poser des problèmes pour l'effet de générations et la théorie de la socialisation, défendus notamment dans la seconde hypothèse de Inglehart (1993) pour la diffusion des pratiques postmatérialistes. Il est probable qu'une étude plus poussée montrerait qu'il y a bien dans un premier temps expansion progressive par effet de génération, mais celui-ci se trouve peu à peu aboli par des contraintes sociodémographiques et idéologiques insurmontables qui entravent l'extension du phénomène au reste de la société (Knutsen, 1990).

Au final, le répertoire du boycott ou buycott ne semble pas trouver sa source fondamentalement ni dans les variables de sexe, ni d'âge, ni de revenu.

Importance de la mobilisation cognitive et de la tertiarisation

Pourquoi la consommation écocitoyenne s'est-elle répandue progressivement et massivement à partir des années 70 en Europe ? Nous proposerons trois explications principales : la mobilisation cognitive, la tertiarisation, et la désinstitutionnalisation.

L'une des corrélations les plus fortes avec la consommation écocitoyenne est celle avec le niveau d'études : la régression logistique au tableau 2 montre que les enquêtés ayant fait des études supérieures ont 2,7 fois plus de chances de pratiquer le buycott et 2,6 le boycott, et ce indépendamment des autres variables sociodémographiques. Comment

expliquer ce lien fort ? L'hypothèse la plus souvent invoquée réside dans la mobilisation cognitive. Cette idée trouve son origine dans la théorie de la mobilisation politique de Almond et Verba ; aux communautés traditionnelles, dans lesquelles les individus n'auraient ni conscience ni intérêt pour la politique, succèdent les sociétés autoritaires où ce sont des sujets qui obéissent aux pouvoirs constitués, et enfin les démocraties au sein desquelles les citoyens interagissent avec le pouvoir et se dotent d'une culture civique (Almond & Verba, 1963). Ce dernier stade est favorisé par l'élévation du niveau d'études qui permet aux citoyens de voir au-delà de leur monde communautaire borné. Forts de cette conscience politique élargie au sens géographique et intellectuel du terme, les citoyens peuvent mettre une distance vis-à-vis des institutions, y compris celles qui sont liées à la consommation ; elle ne se réduit pas à une connaissance passive, mais constitue une véritable mobilisation cognitive qui conduit à l'action (Inglehart, 1973, 1993). Une hypothèse complémentaire peut être ajoutée, celle de la socialisation par l'appareil scolaire et surtout universitaire : c'est au sein de ces institutions que les luttes politiques et notamment leurs enjeux liés à l'environnement et à la consommation deviennent familiers aux jeunes citoyens européens à partir de la fin des années 60 (Goul Andersen, 1990). En somme l'élévation du niveau d'études mettrait le répertoire de la consommation engagée à portée des citoyens européens en leur donnant les ressources nécessaires.

Une seconde corrélation suggère une explication complémentaire des pratiques de boycott-buycott, celle établie avec le secteur économique. En effet, le tableau 2 montre que les Européens du secteur tertiaire sont nettement plus mobilisés que ceux du secondaire et du primaire. Par exemple les actifs qui travaillent dans le sport, le loisir ou la culture ont respectivement 2,1 et 2,9 fois plus de chances de pratiquer le buycott et le boycott. Plus généralement la mobilisation politique autour de la consommation est bien davantage adoptée dans le secteur de l'éducation et de la recherche, de la santé et du travail social que dans celui de l'industrie et du bâtiment, et a fortiori de l'agriculture. La régression logistique indique que ces corrélations sont vérifiées quels que soient par ailleurs le niveau d'études, le revenu, le statut de cadre ou d'ouvrier, ... La cause réside donc dans la tertiarisation des emplois en tant que telle, et l'hypothèse qui semble le mieux à même d'en comprendre la logique réside dans les valeurs des organisations professionnelles. En effet, les « mondes » du travail de la santé, de l'éducation, du social et de la culture favorisent l'initiative personnelle et les valeurs non économiques telles que la solidarité et l'environnement, contrairement au milieu industriel centré davantage sur les valeurs économiques (Cotgrove & Duff, 1981, Kriesi, 1998). Si l'on cumule cette variable du secteur économique avec celles du revenu, du niveau d'études et du statut socioprofessionnel, on comprend mieux pourquoi l'écocitoyenneté est si peu présente chez les ouvriers et les agriculteurs. Au total cette configuration de valeurs professionnelles propres aux « nouvelles » classes moyennes favorise clairement le répertoire du boycott et buycott lequel s'inscrit aussi dans un système de valeurs individuelles et non-économiques.

Désinstitutionnalisation, libéralisme culturel et capital social

Un troisième élément mérite d'être souligné : le répertoire de l'écocitoyenneté se développe dans un contexte de désinstitutionnalisation. La consommation peut être analysée comme l'institution d'un réseau de sens qui s'impose par les objets du quotidien (De Certeau, 1980), et en conséquence buycott et boycott deviennent un « braconnage », de micro-libertés témoignant d'une réappropriation personnelle, voire d'une résistance (Dobré, 2002). Cette prise de distance touche toutes les institutions. Ainsi à l'origine, la consommation équitable était pratiquée dans le cadre étroit d'organisations religieuses, or l'enquête ESS montre que les écocitoyens n'ont pas une pratique religieuse plus forte que les autres : ils ont très

largement pris leurs distances vis-à-vis de la religion, même si cette dernière continue d'inciter au commerce équitable et parfois de l'organiser. On pourrait objecter que l'encadrement religieux a été remplacé par les différentes formes associatives en Europe. Et pourtant là aussi il existe un écart considérable entre les pratiques de boycott et buycott et le monde associatif. L'implication associative, sous forme soit d'appartenance, soit de don, soit de bénévolat ou d'autres types de participation ne touche qu'une portion limitée des consommateurs écocitoyens : l'enquête ESS montre qu'un petit tiers seulement d'entre eux sont impliqués dans des associations humanitaires ou de consommateurs, un quart, et souvent les mêmes dans les associations environnementales. Il y a donc une déconnexion du lien organisationnel d'avec les pratiques individuelles. Cette déconnexion est conforme à ce que l'on sait des associations de consommateurs qui en France par exemple doivent leur existence principalement à l'État (Herpin, 2004, p.72, Desjeux, 2006, p. 71). Enfin, bien que formes incontestables de mobilisation politique, ces pratiques demeurent très éloignées de l'activité partisane : les citoyens qui sont membres d'un parti ou lui font des dons d'argent, sont certes plus nombreux à s'engager dans le boycott ou buycott, de même ceux qui se déclarent proches des partis écologistes, mais cela ne constitue en tout état de cause qu'une très faible minorité des écocitoyens. Cela ne signifie pas que toutes ces organisations, associations ou partis soient sans importance, notamment par leur activité de militance, d'expertise et d'alerte auprès des médias qu'ils s'emploient à mobiliser, mais c'est là une preuve que les pratiques de boycott et buycott sont détachés des institutions sociales et politiques et mises en oeuvre sous la seule responsabilité des individus.

La mise à distance des institutions est une composante essentielle du libéralisme culturel (Schweisguth, 1995), c'est-à-dire d'un système de valeurs centré autour de la légitimité de l'individu. Ainsi l'enquête ESS montre que les écocitoyens sont beaucoup plus nombreux que la moyenne à revendiquer la liberté vis-à-vis de la légalité institutionnelle : 39% d'entre eux sont tout à fait d'accord avec le fait que l'on ne doit pas « toujours obéir à la loi », au lieu de 26% pour les autres. S'y ajoute une volonté de limiter les interventions de l'État dans la société civile : par exemple 23% d'entre eux désapprouvent l'action de l'État pour « réduire les inégalités de revenu », au lieu de 14%. Cette attitude anti-égalitariste s'accompagne des valeurs de tolérance caractéristiques de la postmodernisation (Inglehart, 1993) : par exemple 39% d'entre eux se disent « très favorables » à ce que les homosexuels soient « libres de vivre leur vie comme ils le souhaitent » au lieu de 26% pour les autres. La pratique du buycott ou boycott qui consiste à agir dans le cadre du marché, s'inscrit donc clairement dans la mouvance idéologique du libéralisme culturel, aussi appelé postmodernisation³.

Prise de distance ne signifie pas nécessairement manque de confiance. Tous les résultats de l'enquête ESS montrent au contraire que les écocitoyens sont aussi ceux qui font le plus confiance aux institutions de leur pays. Ils ont davantage confiance dans le Parlement : 41% et 38% respectivement des buycotteurs et des boycottteurs ont une note supérieure à la moyenne à la confiance au Parlement, au lieu de 33% et 34% ; la différence est du même ordre pour la confiance en la justice, même si l'écart est un peu moins fort pour la confiance dans la police et les hommes politiques. En outre les écocitoyens sont davantage que les autres satisfaits du fonctionnement de la démocratie dans leur propre pays. La confiance dans les institutions se double d'une confiance dans autrui elle aussi plus forte que la moyenne : ainsi 48% et 44% respectivement de ceux qui pratiquent buycott et boycott affirment que l'on peut faire confiance à autrui au lieu de seulement 32% et 34% pour les non-pratiquants. Tous ces indicateurs de confiance témoignent d'un lien net entre écocitoyenneté et capital social

³ Appellation plus récente, qui remplace le terme de « postmatérialisme » utilisé par Inglehart.

(Putnam, 1993, Bréchon, 2003). Ce dernier a son importance pour expliquer le développement des pratiques de boycott et buycott : dans un contexte individualiste où l'individu n'est plus inféodé aux institutions, il accroît les garanties de succès de l'action personnelle dont les effets ne seront pas annihilés par le free ride de concitoyens indifférents. On comprend alors que ces écocitoyens soient favorables à l'État-Providence, comme cela a déjà été maintes fois souligné par la recherche pour le postmatérialisme (Inglehart, 1993). Et effectivement ils sont 44% à s'insurger contre le fait que l'État devrait intervenir le moins possible dans l'économie, au lieu de 38% pour les autres. Le libéralisme culturel ne se confond donc pas du tout avec le libéralisme économique. Globalement la désinstitutionnalisation ne consiste pas à rejeter les institutions, mais à s'en distancier, voire à s'en désengager, tout en leur conservant une sympathie. Cette position écocitoyenne ne pourrait sans doute pas exister sans les organisations, au premier rang desquelles se trouvent l'État et les médias capables de transmettre l'information par delà les organisations. De ce point de vue buycott et boycott ne sont pas des pratiques étrangères aux institutions, mais une forme d'action au même titre que la participation associative ou partisane, la principale différence étant seulement qu'elle leur est moins directement inféodée.

En conclusion, buycott et boycott, qui sont devenus des pratiques de masse à partir des années 70, appartiennent à un répertoire davantage réservé aux classes moyennes du tertiaire, aux niveaux d'éducation élevés. Elles s'inscrivent dans le courant du libéralisme culturel, qui tout en prenant ses distances vis-à-vis de l'État, du marché et des institutions en général, garde confiance en celles-ci ; par leur action au sein du monde de la consommation, ces formes de mobilisation politique revendiquent une forte autonomie personnelle.

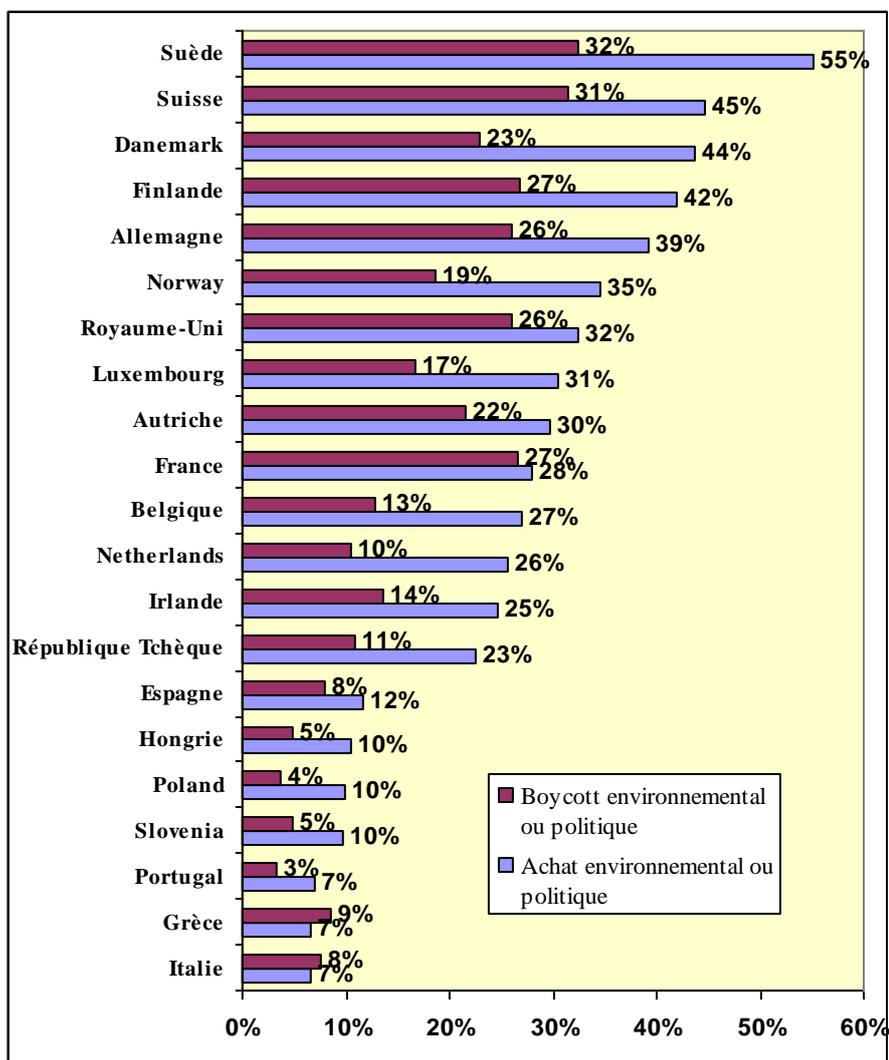
2. Des formes d'action liées aux cultures politiques nationales

Jusqu'à présent nous avons traité les données européennes comme un tout, et l'écocitoyenneté nous est apparue somme toute comme le résultat assez classique de la postmodernisation. Toutefois cela n'explique pas pourquoi les usages du boycott et de l'achat environnemental ou équitable sont si hétérogènes sur l'espace européen : avec respectivement 32% et 55% des Suédois, contre seulement 3% et 7% des Portugais (cf. graphique 1) les taux de pratiques accusent d'énormes différences. Globalement ils séduisent beaucoup plus dans l'Europe du Nord d'abord, de l'Ouest ensuite, et beaucoup moins dans l'Europe méridionale et orientale, à un point tel qu'en simplifiant on pourrait quasiment résumer boycott et buycott à des spécificités nordiques et occidentales de l'Europe. A quoi ce déséquilibre est-il dû ?

Au premier mouvement on pourrait l'attribuer à la richesse économique mesurée par le PIB ou au niveau d'études plus élevés dans ces pays. Toutefois, comme nous l'avons constaté plus haut, le revenu n'est pas un facteur très significatif pour expliquer le niveau d'écocitoyenneté, mais surtout la régression logistique du tableau 2 montre que ces inégalités géographiques sont vérifiées indépendamment de l'effet des autres variables, et donc des niveaux d'études ou de revenus. En effet les pays d'Europe du Nord ont des coefficients de 2,4 au lieu de 0,7 pour les pays méditerranéens, ce qui signifie qu'ils ont 3,5 fois plus de chances de pratiquer l'achat politique ou environnemental toutes choses égales par ailleurs, et les *odds ratio* sont du même ordre entre pays de l'Est et de l'Ouest pour le boycott. Ceci prouve qu'il existe une influence nationale *sui generis*, irréductible. D'où provient-elle ?

L'une des principales hypothèses réside dans la culture politique de chaque pays. Ce terme recouvre un champ sémantique flou et controversé. Les définitions en sont innombrables et le concept a été souvent contesté pour sa dimension sectorielle et statique.

Nous retiendrons ici seulement l'idée d'un système de valeurs, exprimées dans des représentations et des pratiques relatives à l'autorité et aux institutions, construites et héritées de l'histoire propre à chaque nation.



Graphique 1 - Boycott et buycott en Europe

L'héritage protestant anglo-saxon

L'explication classique des différences de culture politique entre aires européennes réside dans l'héritage religieux : protestantisme au Nord de l'Europe et catholicisme au Sud. Cette hypothèse tire son origine de la thèse de Weber qui a mis en exergue l'importance des valeurs en soulignant le lien entre esprit du capitalisme et éthique protestante (Weber, 1969). Et depuis, cette interprétation a été souvent reprise pour expliquer le clivage qui sépare l'aire idéologique issue de la Contre-Réforme dans les pays catholiques, opposée à celle issue de la Réforme et du mouvement révolutionnaire lié au puritanisme. Cette théorie peut être appliquée pour expliquer les formes de mobilisation politique. Effectivement, les données contemporaines de l'enquête ESS montrent une relation forte entre boycott et buycott d'un côté et appartenance protestante de l'autre : en Europe, le boycott est pratiqué par 27% des Protestants ou religions chrétiennes proches contre 13% seulement des catholiques et le

boycott par 39% au lieu de 18%, tandis que les Européens sans religion affichent des taux proches de la moyenne.

Comment expliquer précisément ce lien ? La Réforme sépare nettement le pouvoir de l'État et des institutions d'un côté, du droit, de l'autorité légitime assurée par la Loi de Dieu, révélée par les Écritures de l'autre, si bien que l'individu se trouve en position d'arbitre entre les deux (Badie, 1993). Même si Luther considérait les maîtres du pouvoir temporel comme les « plus fols et pires coquins », ce n'est pas tant le luthérianisme dans un premier temps que le calvinisme qui a engendré cette attitude révolutionnaire vis-à-vis du pouvoir temporel. Cette branche du protestantisme a développé une théorie qui permettait de contester la légitimité de toutes les instances de pouvoir, en préconisant l'obéissance à la Loi, plutôt qu'à ces instances. Et c'est le calvinisme lors de sa diffusion, notamment sous sa forme puritaine qui a favorisé la participation électorale et appelé à la transformation du monde (Badie, 1993), développant l'idée que ce n'est pas à l'État d'agir, mais à l'individu lui-même, seul face à Dieu. On comprend dès lors que la théologie protestante puisse engendrer l'écocitoyenneté comme expression du choix d'action individuel à l'encontre de tous les pouvoirs tant politiques qu'industriels.

C'est ce sentiment de responsabilité personnelle qui fait fonds pour la légitimité du répertoire dans lequel s'inscrivent boycott et boycott. Des réponses à l'enquête EVS (European Values Survey) de 1999, montrent que ce sentiment va de pair avec les deux pratiques d'écocitoyenneté. Une question était posée dans cette enquête : « *Il faut que le gouvernement diminue la pollution de l'environnement, mais cela ne devrait rien me coûter* ». Or les réponses défavorables ou très défavorables dans chaque pays européen, recourent de très près les taux d'écocitoyenneté de l'enquête ESS : les enquêtés des pays du Nord tels que Suède, Danemark, Pays-Bas sont entre 60% et 70% à s'y opposer, et donc à privilégier l'action individuelle plutôt que l'État, les pays de l'Ouest européen comme l'Allemagne, la Belgique, l'Autriche, la Grande-Bretagne, entre 25% et 35%, les pays méditerranéens affichent des taux encore plus bas entre 15% et 20%. En définitive, ces données montrent que cette pratique écocitoyenne qui met en avant la responsabilité personnelle est aussi intrinsèquement une pratique libérale qui remet en cause la légitimité des pouvoirs institués.

Boycott et boycott conservent donc aujourd'hui la marque indéniable du protestantisme libéral de leur origine historique. Toutefois, l'explication par la théologie se heurte à beaucoup trop d'anomalies pour être acceptée telle quelle. En effet, le niveau de l'écocitoyenneté demeure identique quel que soit l'intensité de la pratique religieuse, tant chez les Protestants que les Catholiques. Cela signifie que cette écocitoyenneté ne passe plus par la socialisation des églises, ou au mieux qu'elle résulterait de pratiques anciennes, ou seulement d'une éducation religieuse de l'enfance, qu'elle se serait développée sur un terreau protestant largement sécularisé aujourd'hui. Bien plus, les frontières du protestantisme ne recourent pas vraiment celles de la sensibilité écocitoyenne. Ainsi l'Autriche ou la France qui sont très majoritairement de religion catholique se trouvent devant les Pays-Bas et pas très loin de la Norvège protestante (Graphique 1). Sans compter le fait que les catholiques du groupe de pays de l'Ouest européen ont un taux de pratiques écocitoyennes bien supérieur à ceux des pays du Nord : 34% et 25% respectivement s'adonnent au boycott ou au boycott au lieu de 27% et 10%.

Et de fait nombre de théoriciens inscrivent l'hypothèse protestante dans une personnalité de base ou une culture nationale plus profondes (Viard, 1985). Tant le protestantisme que le rapport à la nature proviendraient d'un imaginaire des peuples plus large et plus ancien dont on trouverait les résurgences par exemple dans le romantisme germanique : le cas de l'Allemagne est en effet significatif puisque dans ce pays

l'écocitoyenneté est pratiquée à égalité par les catholiques que les protestants. Toutefois cette hypothèse culturaliste nationale touche elle aussi très vite ses limites. Dans le groupe des pays du Nord de l'Europe, par exemple le clivage entre protestants et catholiques demeure fort, 22% des premiers ayant pratiqué le boycott au lieu de 10% des seconds. De même au Royaume-Uni, le répertoire du boycott-buycott est moins répandu chez les catholiques que les protestants. Et surtout dans le groupe des pays d'Europe orientale ou méditerranéenne, ce sont les personnes sans appartenance religieuse qui pratiquent le plus l'écocitoyenneté.

En somme la thèse de l'héritage culturel touche sans doute quelque chose de juste pour expliquer le développement du répertoire écocitoyen en Europe, mais comporte trop de flou et d'exceptions pour pouvoir être acceptée telle quelle.

Les interactions historiques avec les pouvoirs

Dans l'expression « culture politique », peut-être faut-il s'intéresser plutôt au politique qu'à la culture, et plus précisément aux rapports aux différents pouvoirs tel qu'ils sont expérimentés par les forces sociales à l'intérieur de chaque pays. Ainsi pour prendre l'exemple de la révolution anglaise, le puritanisme de la gentry locale s'est développé contre le pouvoir hiérarchique de l'Église et du roi, pour contenir l'État (Badie, 1993). Elle s'opposait à la mise en place d'une bureaucratie telle qu'elle s'installait en France et en Espagne avec la Contre-Réforme, et c'est dans le contexte de cette opposition politique que l'on peut comprendre la revendication d'une autorégulation de la société civile et de l'étatisation limitée. Ainsi ce sont autant des attitudes politiques acquises lors de luttes historiques particulières que des idéologies, qui promeuvent la légitimité de la conscience individuelle au détriment de la culture hiérarchique.

Le cadre hérité de la culture politique bien loin de se figer en tempérament national, est sans cesse réactualisé par l'interaction avec les pouvoirs au cours de l'histoire. Ceci permet de comprendre les irrégularités et les contradictions soulignées plus haut dans la corrélation globale entre protestantisme et écocitoyenneté. Par exemple si dans les pays d'Europe méditerranéenne ou orientale, ce sont les citoyens sans appartenance religieuse qui sont les plus impliqués dans l'écocitoyenneté, on peut faire l'hypothèse que cela est dû à leur prise de distance par rapport aux institutions communautaires et aux pouvoirs, la laïcité ayant produit le même effet ici que le protestantisme au Nord de l'Europe.

Le développement de l'État-Providence au XX^{ème} siècle suggère aussi une interaction historique particulière entre pratiques écocitoyennes et institutions politiques. Il est frappant en effet de constater que la hiérarchie des taux de boycott-buycott se calque sur les types d'État-Providence tels que les définit Esping-Anderson (1990). Celui-ci distingue ceux qui instituent un filet de sécurité minimal comme la Grande-Bretagne, ceux qui cherchent à consolider l'institution familiale comme la France, l'Allemagne ou l'Italie, et ceux dont l'aide sociale a pour but de promouvoir l'individu, principalement les États socio-démocrates d'Europe du Nord : ce sont ces derniers où la propension à pratiquer boycott et buycott est justement la plus forte. Paradoxalement ce sont les États-Providences les plus développés qui engendrent le plus de conduites libérales de responsabilité individuelle. Mais ce paradoxe n'est qu'apparent si l'on considère que ce type d'État-Providence consolide aussi le capital social (Pontieux, 2004), et, ce faisant, il enrayer le freeride en introduisant l'assurance de l'action d'autrui et permet ainsi d'avoir confiance dans l'action personnelle.

Enfin le graphique 1 laisse voir quelques dissymétries dans les rapports entre boycott et buycott : si d'une manière générale le taux de pratique du boycott est un tiers plus faible que celui du buycott, il n'en est pas de même en France, en Italie et en Grèce, pays dans

lesquels le premier atteint quasiment ou dépasse le second. L'hypothèse la plus pertinente pour expliquer ces décalages semble ici encore relever de l'interaction avec les institutions politiques. En effet, nous avons vu que boycott et buycott ne sont pas des formes de mobilisation tout à fait équivalentes la première ayant une dimension plus protestataire alors que la seconde privilégie davantage le côté positif de l'action. Or des travaux récents (Cohen & Valencia, 2008), s'appuyant sur la thèse de Hofstede (2005) montrent d'une part que les formes de participation politique sont d'autant plus protestataires que l'acceptation de la hiérarchie est grande et d'autre part que l'acceptation de cette hiérarchie est beaucoup plus élevée en France et dans les pays méditerranéens que dans les pays scandinaves.

En somme, le répertoire du boycott et buycott se coule dans le lit de cultures politiques nationales particulières. Leur trait commun pourrait être résumé à l'exigence d'une responsabilité individuelle, à une prise de distance par rapport aux pouvoirs de l'État, du marché et des institutions en général. Cette revendication libérale de l'autonomie personnelle conserve la trace de ses origines religieuses ou mythologiques anciennes ; cependant cette référence au passé lointain est très insuffisante pour expliquer la répartition de la consommation écocitoyenne en Europe aujourd'hui. Il faut y ajouter les effets de l'interaction permanente avec les différentes formes de pouvoir au cours de circonstances historiques singulières de chaque pays.

Conclusion

Les *Fils de la Liberté* ou des ligues sociales d'acheteurs auraient sans doute beaucoup de mal à reconnaître leur action dans les formes contemporaines de boycott ou buycott. Celles-ci sont désormais des pratiques de masse, appartenant à un répertoire familier pour les classes moyennes tertiaires éduquées en Europe. Mais surtout les écocitoyens d'aujourd'hui se sont émancipés des institutions tutélaires, religions, partis associations,... et revendiquent la légitimité de la seule responsabilité personnelle. Ces premiers résultats qui inscrivent l'écocitoyenneté dans le libéralisme culturel ne sont certes pas très originaux, mais écartent quelques hypothèses toujours agitées sur l'effet de génération ou du niveau de vie. Mais cette explication par la postmodernisation ne suffit pas à expliquer les écarts de pratiques entre les différents pays européens, et la comparaison internationale montre la présence persistante d'une culture politique ancienne. Celle-ci, ancrée dans l'héritage culturel protestant continue de véhiculer une conception libérale de l'action, distanciée de tous les pouvoirs. Pourtant, il serait faux de la considérer comme le trait permanent d'un tempérament national ; en réalité, une analyse plus précise montre que ces traits se font et se défont dans l'interaction lors des confrontations politiques propres à chaque pays, et au final, le libéralisme culturel réclame non seulement l'existence d'un capital social fort, mais aussi d'un État-Providence assez robuste et plutôt généreux.

		Buycott			Boycott		
		B	Exp(B)	% d'achat	B	Exp(B)	% boycott
Aire européenne	Est (CZ, HU, PL, SI)	réf.	réf.	12%	réf.	réf.	5%
	Sud (ES, GR, IT, PT)	-0,33	0,72	8%	0,46	1,59	7%
	Ouest (AT, BE, CH, DE, FR, UK, IE, LU)	0,64	1,89	34%	1,25	3,47	25%
	Nord (DK, FI, NL, NO, SE)	0,88	2,41	38%	0,97	2,63	20%
Sexe	Homme	réf.	réf.	22%	réf.	réf.	17%
	Femme	0,45	1,57	27%	0,20	1,22	18%
Age	16-24	réf.	réf.	19%	réf.	réf.	14%
	25-39	0,32	1,38	28%	0,31	1,36	19%
	40-59	0,33	1,38	28%	0,45	1,56	21%
	60 et +	0,30	1,35	19%	0,43	1,53	14%
Niveau d'études	Primaire	réf.	réf.	7%	réf.	réf.	5%
	Secondaire 1er degré	0,15	1,16	15%	0,43	1,54	12%
	Secondaire 2d degré	0,68	1,98	27%	0,63	1,87	18%
	Supérieur	1,01	2,73	42%	0,96	2,62	30%
Statut socioprofessionnel	Actif	réf.	réf.	29%	réf.	réf.	21%
	Étudiant	0,28	1,32	23%	0,21	1,24	16%
	Chômeur	<i>ns</i>	<i>ns</i>	17%	-0,26	0,78	11%
	Retraité	-0,30	0,74	17%	-0,39	0,68	13%
	Personne au foyer	0,12	1,13	23%	-0,10	0,90	14%
Secteur d'activité	Primaire (agriculture-extraction)	réf.	réf.	10%	réf.	réf.	6%
	Produits manufacturés	0,31	1,37	22%	0,56	1,76	16%
	Construction	0,20	1,22	17%	0,39	1,47	12%
	Services publics gaz, électricité, poste, déchets	0,22	1,24	26%	0,28	1,32	17%
	Commerce-Transports	0,18	1,19	22%	0,53	1,69	16%
	Finances et immobilier	0,30	1,35	33%	0,47	1,60	23%
	Administration-défense	0,35	1,42	30%	0,73	2,08	24%
	Éducation-recherche	0,56	1,76	44%	0,65	1,92	31%
	Santé-Travail social	0,42	1,52	38%	0,70	2,01	26%
Sports-loisirs-culture	0,76	2,14	46%	1,08	2,94	37%	
Revenu familial total net toutes sources (4 modalités)	(1 à 3)	réf.	réf.	12%	réf.	réf.	8%
	(4 et 5)	0,21	1,23	20%	0,19	1,21	15%
	(6 à 8)	0,31	1,36	31%	<i>ns</i>	<i>ns</i>	23%
	(8 à 12)	0,45	1,56	43%	<i>ns</i>	<i>ns</i>	29%
Signé une pétition au cours de l'année écoulée	N'a pas signé	réf.	réf.	16%	réf.	réf.	10%
	A signé	1,11	3,03	48%	1,22	3,39	39%
Intérêt pour la politique	Pas du tout intéressé	réf.	réf.	6%	réf.	réf.	5%
	Peu intéressé	0,81	2,24	19%	0,49	1,63	12%
	Assez intéressé	1,26	3,52	33%	1,03	2,80	24%
	Très intéressé	1,54	4,68	44%	1,34	3,82	35%

* Les *odds ratio* (Exp B) se lisent ainsi : les pays du Nord de l'Europe ont 2,63 fois plus de chances de pratiquer le boycott que les pays de l'Est de l'Europe (référence =1). Les % se lisent ainsi : 20% des enquêtés des pays du Nord de l'Europe pratiquent le boycott au lieu de 5% des pays de l'Est de l'Europe.

Tableau 2 - Pourcentage et régression logistique des principales variables de référence pour l'achat et le boycott motivés par des raisons politiques ou environnementales dans les 21 pays européens de l'enquête ESS

Bibliographie

Almond, Gabriel A., Verba, Sidney (1963), *The civic culture, Political attitudes and democracy in five nations*, Princeton (N. J.), Princeton University Press, 1963, 562 p.

Badie, Bertrand, (1993), *Culture et politique*, Paris, Economica, 169 p.

Bigot, Régis, (2003), *La consommation engagée : mode passagère ou nouvelle tendance de la consommation ?*, Étude du CREDOC, Paris, Ministère de l'Économie et des Finances et de l'Industrie, 56 p.

Bozonnet, Jean-Paul et Jacquot, Pierre (1998), « L'environnementalisme en Europe : des inquiétudes à l'héritage culturel », in *Les enquêtes Eurobaromètres : analyse comparée des données socio-politiques*, (direction de Pierre Bréchon et Bruno Cautrès), Paris, L'Harmattan, 1998, pp.287-303.

Bozonnet, Jean-Paul (2005), « L'écologisme en Europe, Les jeunes désertent », in *Les jeunes Européens et leurs valeurs*, (sous la direction de Olivier Galland et Bernard Roudet), Paris, La Découverte, INJEP, pp. 147-176.

Bréchon, Pierre, (2003), « Confiance à autrui et sociabilité : analyse européenne comparative », *Revue internationale de politique comparée*, 10, 3, 397-414

Cohen, Erik, & Valencia, Jose, (2008), "Political protest and Power Distance: Towards a Typology of Political Participation", *BMS, Bulletin de méthodologie sociologique*, N°99, pp. 54-72.

Cotgrove, Stephen & Duff, Andrew (1980), "Environmentalism, Middle-Class Radicalism and Politics", in *The Sociological Review*, Vol. 28, n° 2, pp. 333-351.

De Certeau, Michel, (1980), *L'invention du quotidien, 1, Arts de Faire*, Paris, Gallimard.

Desjeux, Dominique (2006), *La consommation*, Paris, PUF, 127 p.

Diekmann, Andreas, and Preisendörfer, Peter, "The Behavioral Effects of Environmental Attitudes in Low-cost and High-cost Situations", *Rationality and Society*, Vol. 15 (4), pp. 441-472.

Dobré, Michelle, (2002), *L'écologie au quotidien*, Paris, L'Harmattan, 352 p.

Dubuisson-Quellier, Sophie, (2009), *La consommation engagée*, Paris, Presses de Sciences Po, 143 p.

Esping-Andersen, Gosta, (1990), *Les trois mondes de l'État-Providence, Essai sur le capitalisme moderne*, Paris, PUF, 310 p.

François-Lecompte, Agnès, (2005), *La consommation socialement responsable [Texte imprimé] : proposition et validation d'un cadre conceptuel intégrateur*, Thèse de doctorat sciences de gestion, Université Pierre Mendès France, Grenoble, 429 p.

Friedman, M. (1996), "A positive approach to organized consumer action: the "buycott" as an alternative to the boycott", *Journal of Consumer Policy*, Vol 19, N°4, pp. 439-451.

Goul Andersen, Jørgen, (1990), "Environnementalisme, "new politics" et industrialism: some theoretical perspectives", *Scandinavian Political Studies*, Vol 13, N°2.

Heilbrunn, Benoît (2005), *La consommation et ses sociologies*, Paris, A. Colin, 127 p.

Herpin, Nicolas, (2001), *Sociologie de la consommation*, Paris, La Découverte, 121 p.

Hofstede, Geert, and Hofstede, Gert Jan (2005), *Cultures and Organizations, Software in the Mind*, New York, McGraw-Hill, 434 p.

Inglehart, Ronald (1970), "Cognitive Mobilisation and European Integration", *Comparative Politics*, vol. 3, n° 1.

Hirschman, O., (1995), *Défection et prise de parole, Théories et applications*, Paris, Fayard.

Inglehart, Ronald, (1993), *La transition culturelle dans les sociétés industrielles avancées*, Paris, Economica, 576 p.

Knutsen, Oddbjørn, (1990), "Materialist and Postmaterialist Values and Social Structure in the Nordic Countries. A Comparative Study", in *Comparative Politics*, New-York, October 1990, Vol 23, N°1, pp. 85-104.

Kriesi, Hans Peter, (1998), "The transformation of cleavages politics, The 1997 Stein Rokkan lecture", *European Journal of Political Research*, 33: pp. 165-185.

Maslow, Abraham, (2008), *Devenir le meilleur de soi, Théorie de la motivation et des besoins*, Paris, éd. Organisation.

Mayer, Nonna et Perrineau, Pascal, (1992), *Les comportements politiques*, Paris, A. Colin, 160 p.

Pontieux, Sophie, (2004), « Le concept de capital social, analyse critique », INSEE, Contribution au 10^{ème} colloque de l'ACN, Paris, 24 p.

Putnam Robert, Leonardi, Robert and Nanetti, Raffaella Y. (1993), *Making Democracy Work*. Princeton, Princeton University Press, 258 p.

Rokkan, Stein, et Seymour Martin Lipset, (2008), *Structures de clivages, systèmes de partie et alignement des électeurs : une introduction*, Bruxelles, Edition de l'Université de Bruxelles.

Schweisguth, Etienne, (1995), « La montée des valeurs individualistes », *Futuribles*, juillet-août, numéro spécial sur L'évolution des valeurs des européens, pp 131-160.

Tilly, Charles (1984), « Les origines du répertoire de l'action collective contemporaine en France et en Grande Bretagne », *Vingtième siècle*, N°4, pp. 89-108.

Viard, Jean, (1985), « Protestante la nature ? », in *Protection de la nature et environnement, Histoire et idéologie*, Paris, L'Harmattan, pp. 161-174.

Weber, Max, (1969), *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Plon.

Pour en savoir davantage sur ces résultats,

voir le site : <http://sites.google.com/site/bozonnet>,

ou contacter l'auteur : jeanpaul.bozonnet@sciencespo-grenoble.